

nir justice! Espérons que nos dirigeants se réveilleront avant qu'il ne soit trop tard.

Pour assurer une meilleure adaptation des biens aux besoins humains, il est évident qu'il faudrait réformer le mécanisme de distribution des biens existants. C'est pourquoi on ne devrait plus s'attarder aux vieilles méthodes qui ont produit les résultats que l'on connaît: inflation, déflation, taxes toujours plus lourdes, dette nationale croissante impayée et impayable sous le système actuel.

Pourquoi continuer de chercher dans un système à l'envers des solutions introuvables?

Des milliers d'exemples de misère de tout genre nous amènent logiquement à conclure que la cause principale des désordres économiques et sociaux de notre époque réside dans la mauvaise distribution de la richesse. Il s'agit de remettre chaque chose à sa place et de redonner à chacune sa valeur réelle. On devra d'abord reconnaître que l'homme, la femme et l'enfant sont des êtres humains qui ont besoin, pour vivre, d'une nourriture saine, de vêtements convenables, de soins adéquats et de logements salubres. Le Créateur, dans sa sagesse, a prévu que la terre fournirait à l'humanité tout le nécessaire pour assurer sa subsistance, et nous avons la preuve incontestable que le génie inventif de l'homme, inspiré par une foule d'éléments de la nature, a réussi à améliorer le mécanisme de production au point d'atteindre des sommets.

A certains moments, nos savants théoriciens et ceux qui croient l'être ont tenté d'expliquer que nous étions aux prises avec une crise de surproduction. Que l'on se souvienne particulièrement des années 1929 à 1939! Les faits ont clairement démontré qu'il s'agissait plutôt d'une crise de sous-consommation. On se souviendra que les politiciens, à cette époque, n'ont pas trouvé d'autre moyen que la destruction de la production, au nez d'une population affamée.

Au lieu d'établir un mécanisme d'ajustement des prix par l'octroi d'un escompte compensé aux producteurs et de permettre aux consommateurs d'utiliser les biens qui existaient en abondance, on préférait détruire les biens pour maintenir les prix représentés par des chiffres.

Le même système est encore en vigueur en 1969. La population ne se nourrit pas de la production abondante de nos cultivateurs, obtenue avec l'aide des éléments naturels; les Canadiens ne se construisent pas des maisons à même le bois, la pierre, le ciment ou tous les autres matériaux de construction qui existent. La population ne porte pas les vêtements produits dans nos manufactures ou à l'étranger, qui ornent les montres des magasins ou qui sont entassés sur les étagères. Il en est de même pour les soins médicaux, le transport

et le confort sous les formes les plus variées que l'on puisse imaginer. Selon le système actuel, les citoyens se nourrissent, se logent, s'habillent et se font soigner selon leurs moyens financiers. C'est ce que les créditistes qualifient de système à l'envers.

Il ne s'agit pas de tout chambarder ou d'organiser une imprimerie, comme certains simplistes le prétendent. Il existe déjà des institutions. C'est une question d'ajustement des valeurs et de comptabilité, par laquelle le mécanisme financier pourra refléter la richesse réelle en tenant compte de la dignité de la personne humaine et de la valeur des choses qui peuvent être produites, en quantité suffisante pour nourrir, loger et vêtir la population.

Il est vraiment étonnant de constater que la multitude de chercheurs de diverses catégories, particulièrement dans le domaine économique, n'ait pas réussi à mettre au point un mécanisme de distribution de l'abondante production pour satisfaire rapidement les nombreux besoins qui existent actuellement.

Ce ne sont certainement pas les moyens de transport qui font défaut. On en est même rendu à entreprendre des voyages à la lune, dépensant des milliards de dollars pour aller voir ce qui se passe sur une autre planète, alors que des milliers d'êtres humains souffrent de la faim, manquent de logement, de vêtements et de soins sur la terre que nous habitons.

Il est grand temps que les politiciens, qui détiennent présentement le levier de commande, trouvent une solution autre que les programmes proposés jusqu'ici et qui n'ont servi qu'à favoriser davantage les gros au détriment des petits.

Nous ne prétendons pas que le Crédit social que nous préconisons sera une panacée, mais il est logique de prévoir qu'il éliminera bien des soucis que nous connaissons aujourd'hui.

Au cours de l'année du Centenaire, nous avons rendu hommage à nos fondateurs et à nos pionniers, à leur bravoure et à leurs magnifiques réalisations. Nous avons mis en relief nos réussites scientifiques et techniques, les produits de nos forêts, de nos fermes, de nos pêches, de nos usines, de nos mines, de notre industrie et de notre commerce. Tous les visiteurs ont eu l'avantage de constater que nous disposons de moyens modernes de communication.

Nous réalisons que nos devanciers n'ont pas perdu leur temps et que la génération présente s'affirme par ses connaissances variées dans plusieurs domaines.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé.

Des voix: Continuez.